



# **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Services de l'État**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2021-56/DCSE/BPE/IC du 16 novembre 2021  
portant mise en demeure à l'encontre de la société THIMEAU  
pour le site sis ZAC de la Courtilière à  
Saint-Thibault-Des-Vignes (77 400)**

**VU** le code de l'environnement, titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5,

**VU** le décret du Président de la République du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE-VÉLY, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

**VU** le décret du Président de la République du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe),

**VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 93 DAE 2 IC 170 du 1<sup>er</sup> octobre 1993 autorisant anciennement la société SNC THIMEAU à exploiter une laverie industrielle et un atelier de nettoyage à sec avec liquides halogénés à Saint-Thibault-Des-Vignes, ZAC de la Courtilière,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 96 DAH 2 IC 174 du 30 juillet 1996 imposant des prescriptions complémentaires à l'ancienne société THIMEAU « MAGIC RAMBO » sise à Saint-Thibault-Des-Vignes, ZAC de la Courtilière (réglementation loi sur l'eau),

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2012/DRIEE/UT77/076 du 14 mai 2012 imposant des prescriptions complémentaires à l'ancienne société SNC THIMEAU (MAGIC RAMBO) à Saint-Thibault-Des-Vignes, sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique,

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013/DRIEE/UT77/065 du 18 avril 2013 imposant à l'ancienne société THIMEAU (MAGIC RAMBO) pour son site de Saint-Thibault-Des-Vignes, une étude technico-économique de réduction des émissions dans l'air en perchloroéthylène,

**VU** l'arrêté préfectoral n°21/BC/072 du 19 juillet 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE-VÉLY, Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance,

**VU** le courrier préfectoral du 3 août 2009 actant le classement du site au titre du régime de déclaration pour la rubrique n° 1434-1-b de la nomenclature,

**VU** le courrier préfectoral du 25 septembre 2014 relatif au classement du site au titre du régime de déclaration pour la rubrique n° 2921.b de la nomenclature,

**VU** le courrier préfectoral du 27 octobre 2017 prenant acte du bénéfice des droits acquis au titre des rubriques n°s 4130-2-b, 4441-2 et 4734-1-c de la nomenclature.

**VU** le courrier préfectoral du 15 octobre 2021 actant la modification de la situation administrative,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 27 août 2021, transmis par courrier préfectoral du 28 août 2021, à la suite de la visite d'inspection du 29 juillet 2021, proposant de mettre en demeure la société THIMEAU de respecter sous 8 mois l'article 30-28 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,

**VU** l'accusé réception par la société THIMEAU le 20 septembre 2021, de la transmission du rapport du 27 août 2021,

**VU** le courrier du 19 octobre 2021 de la société MAGIC RAMBO, en réponse au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, rappelant :

- le contexte de la pandémie et ses conséquences sur les capacités de production très ralenties pour le site,
- les projets financiers déjà réalisés et ceux prévus pour réduire la quantité de perchloroéthylène utilisée sur le site,
- la demande d'un délai de 18 mois pour la mise en œuvre du plan d'actions visant à supprimer l'usage du perchloroéthylène,

**CONSIDÉRANT** que l'établissement exploité par la société THIMEAU sur le territoire de la commune de Saint-Thibault-Des-Vignes, est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation dont les risques et nuisances sont réglementés notamment par les arrêtés préfectoraux et l'arrêté ministériel susvisés,

**CONSIDÉRANT** que des non-conformités vis-à-vis de la réglementation en vigueur ont été mises en évidence lors de la visite d'inspection du 29 juillet 2021,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'article 30-28 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé compte-tenu du fait qu'elle ne respecte pas la valeur de l'émission spécifique de 20 g /kg de produit nettoyé et séché,

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident,

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 dudit code,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

## **ARRÊTE**

### **Article premier : Respect des dispositions**

La société THIMEAU, dont le siège social est situé ZI Nord – Extension Ouest, 13 rue Isaac Newton à Meaux (77 100), est mis en demeure, pour son site sis ZAC de la Courtillière à Saint-Thibault-Des-Vignes, (77 400), de respecter sous 18 mois l'article 30-28 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en respectant la valeur de l'émission spécifique de 20 g /kg de produit nettoyé et séché.

### **Article 2 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

### **Article 3 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 4 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

### **Article 5 : Information des tiers**

Une copie de l'arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>) qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois,

**Article 6 : Notification et exécution**

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le sous-préfet de Torcy,
- M. le maire de Saint-Thibault-Des-Vignes,
- Mme la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Mme la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société THIMEAU sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 16 novembre 2021

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire Général de la préfecture

  
Cyrille LE-VÉL

**Destinataires d'une copie :**

- M. le directeur du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Seine-et-Marne,
- M. le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIETS) d'Île-de-France,
- M. le directeur départemental des territoires (DDT) de Seine-et-Marne,
- Mme la directrice de la délégation départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS),

**Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.